

Maroc/UE: Quel «statut» pour quelle (s) avancée (s) ?

04/11/2008

Messages de félicitations, de congratulations,...ont accompagné le nouveau statut du Maroc sur la scène euro méditerranéenne. Nul doute que d'un point de vue purement politique, cet accord constitue un «plus» pour le Maroc. Au passage, merci la France et merci...Nicolas Sarkozy.

En effet, ce statut, le Maroc le doit totalement à l'hexagone. Fruit de la relation historique, culturelle et affective qu'entretiennent les deux pays depuis des lustres, c'est une manière pour la France de réaffirmer son soutien (et défendre son leadership économique) au Maroc.

En temps de crise, l'ancienne puissance coloniale ne peut pas faire l'économie de marchés pour ses entreprises qui se voient touchées de plein fouet par la crise financière. Pour la petite histoire, de nombreux opérateurs économiques français ont mis le cap sur le Maroc (et la Tunisie) afin de prospecter.

De grands cabinets de conseils en management ont débarqué dans la capitale économique, à savoir Casablanca, afin de décrocher de nouveaux marchés. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre du statut avancé du Maroc et l'obligation pour les entrepreneurs de souscrire aux exigences européennes en matière de normes et de règles. En langage politique, on appelle cela de «la politique de bon voisinage».

Un concept creux et large qui a la forme d'un «fourre tout». Pour preuve, on y trouve la sécurité, l'immigration, des accords commerciaux, ou encore de la géopolitique. En clair, une feuille de route européenne à suivre et à appliquer à la lettre pour tous les candidats à l'intégration. En contrepartie, les candidats retenus jouiront du soutien politique du Vieux continent et pourront bénéficier d'aides financières sous la forme de prêts ou de subventions.

En outre, quelles (nouvelles) concessions ont été faites par le Maroc ? Où plutôt des «garanties»: sécurisation renforcée des zones frontalières en matière de lutte contre l'immigration clandestine, amélioration de l'environnement juridique (et la lutte contre la corruption).

Ou encore sur les efforts à poursuivre pour une extension de la surface démocratique (et éviter des procès intentés à des personnes au nom de la souveraineté ou de la sacralité comme lors des feuilletons mettant en scène l'internaute de Facebook ou le jeune blogueur Erraji). Des «affaires» qui feraient...tâches.

Des grandes puissances économiques au chevet des petits poucets à la condition que ces derniers constituent un intérêt. N'est-ce pas la continuité de l'histoire ? On retiendra donc que le statut avancé du Maroc ne déroge pas au respect de l'ordre établi. Comme le disait Winston Churchill, ancien Premier ministre de Grande Bretagne, «plus vous savez regarder loin dans le passé, plus vous verrez loin dans le futur».

Du coup, le statut avancé du Maroc a du sens. Pour ce qui est des avancées,...

Rachid Hallaouy
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1593>